

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 23 - DECEMBRE 2022



# SOMMAIRE

---

3

## EUROPE

*par Malo BLUMEL, Charlotte NONY, Titouan BARILLÈRE  
- correction par Bastien POULIQUEN*

---

6

## MOYEN ORIENT

*par Sacha LE DINH, Alexis TOESCA et Justin ROBERT  
- correction par Justin ROBERT*

---

9

## AFRIQUE

*par Maxime DUPINET et Arnaud LECHENE  
- correction par Arnaud LECHÊNE*

---

12

## ASIE

*par Rodolphe UGUEN et Charly HURIER  
- correction par Rodolphe UGUEN*

---

15

## AMÉRIQUES

*par Bertille RASCHKE, Élina QUILLET, Paul LALOUX  
- correction par Bertille RASCHKE*

---

18

## AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Bastien POULIQUEN, Margaux REYNAUD  
- correction par Jade DELHAYE*

---

20

## ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT  
- correction par Clémence FROMONT*

---

## RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

*Clémence FROMONT et Loéva HUBERT*

## NOUVEAUX REBONDISSEMENTS DANS LE PROJET SCAF

Depuis quelques jours, le Système de Combat Aérien du Futur se place une nouvelle fois au centre de l'attention dans le petit monde de la défense en Europe. Cela est dû aux annonces successives des gouvernements allemand et français, qui ont assuré que des accords avaient été trouvés entre les industriels concernés, principalement Dassault Aviation et Airbus Defense & Space.

Si ces annonces se sont montrées claires, expliquant que le projet allait enfin pouvoir avancer, des nuances n'ont pas tardé à être exprimées, notamment par l'industriel français. En effet, Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, a rapidement tenu à relativiser les annonces. Il a expliqué que si les négociations sont en bonne voie et que les intérêts de chacun sont bien définis, certains points de désaccord persistent et la société française ne s'engagera pas tant qu'ils n'auront pas été traités.



Le projet est actuellement dans la phase 1B, qui consiste à développer un démonstrateur. Les discussions portent donc sur la direction à donner à l'ensemble du projet, étape où chacun fait valoir sa vision des choses en ce qui concerne la plateforme de l'avion de nouvelle génération, les moteurs à utiliser ou encore le cloud de combat reliant les appareils au commandement. Si le projet n'en est donc qu'à ses débuts, M. Lecornu, Ministre des Armées, a rappelé le 26 novembre dans une lettre aux députés que la France tient à s'assurer à chaque instant de la compatibilité du projet SCAF avec les intérêts nationaux, notamment en matière technologique, industrielle et stratégique. Pour ce faire, la France entend fermement placer Dassault Aviation au centre du projet, ce qui explique en partie les difficultés pour obtenir un accord final. De fait, les annonces récentes peuvent être apparentées à de brusques tentatives de débloquer la situation.

Enfin, le projet SCAF étant censé aboutir à l'horizon 2040, quelques inquiétudes subsistent quant au retard de la défense européenne, tandis que les États-Unis ou la Chine annoncent l'entrée en service de systèmes de combat aérien de 6e génération à l'horizon 2030.

*Malo BLUMEL*

# EUROPE

## PARACHUTAGE DE COMMANDOS MARINE SUR LE CHARLES DE GAULLE

Le 26 novembre, des chuteurs opérationnels de la FORFUSCO Jaubert (Force maritime des fusiliers marins et commandos) ont été parachutés à bord du porte-avions « Charles de Gaulle ». Dans le cadre de la mission Antarés, le porte avion et son équipage étaient déployés en Méditerranée, permettant aux commandos marine d'effectuer cette manœuvre.

Le saut s'est fait depuis l'Atlantique 2, un appareil de patrouille de la marine nationale capable d'être déployé au ras de l'eau lors d'opération de recherche de sous-marins. L'Atlantique 2 est mobilisé pour la lutte sous-marine, la lutte anti surface mais aussi pour des missions de renseignement, de surveillance et de sauvetage en mer.

Il s'agit d'une démonstration impressionnante, étant donné à la fois la taille du bâtiment, qui mesure 261,5 mètres de long pour 80 mètres de large, et les obstacles tels que les antennes et les équipements qui se trouvaient sur le pont du porte-avions.

La suite de l'opération consistait à simuler l'attaque d'un bâtiment, représenté par la frégate grecque HS Kanaris avec l'aide de deux Rafale Marine. Les commandos se trouvaient dans un NH-90 Caiman, hélicoptère de transport naval, pour effectuer l'assaut.



L'Atlantique 2 avait déjà été utilisé en mai pour le parachutage de commandos marine près de Toulon lors de l'exercice Sparrow 22.

Cette nouvelle capacité renforce les dispositifs de la marine nationale, lui permettant de se déployer sur de multiples terrains d'opérations et lors de missions spécialisées. « *Le groupe aéronaval français a de larges capacités d'intervention dans tous les milieux et dans tous les champs* », a souligné la marine nationale.

Charlotte NONY



## LA POLOGNE SE DOTE DE NOUVEAUX NAVIRES DE RENSEIGNEMENT

Un contrat de 620 millions d'euros aurait été signé entre la Pologne et le groupe Saab pour développer deux navires de renseignement électromagnétique (SIGINT), selon l'entreprise Suédoise.

Ces navires espions sont spécialisés dans la captation de signaux comme ceux de communication mais également la détection de radars ou encore l'interception d'images provenant de drones, permettant de récolter de précieuses informations et de surveiller l'activité des différents acteurs dans une zone. La charge du développement revenant à Saab, ils seront cependant construits par les chantiers Remontowa Shipbuilding situés en Pologne.

De classe « Delfin », ils viendront remplacer les ORP Navigator et ORP Hydrograf, navires de renseignement électronique construits dans les années 70 et encore en service dans la marine polonaise.

Avec une livraison prévue pour 2027, ils devraient permettre à la Pologne d'augmenter fortement ses capacités de collecte de renseignement en mer Baltique, plus particulièrement sur les manœuvres de la marine russe ou encore la surveillance de l'enceinte de Kaliningrad.

A noter que ce contrat intervient dans la volonté de la Pologne de moderniser son armée, avec notamment la commande de M1A2 Abrams, de systèmes anti-aériens Patriot, de F-35 et autres équipements.

*Titouan BARILLIERE*



# MOYEN-ORIENT

## TÉHÉRAN INTENSIFIE SA RÉPRESSION DANS LES RÉGIONS KURDES ET BOMBARDE LE KURDISTAN IRAKIEN

Dix semaines après la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini, les manifestations contre le pouvoir continuent et la répression s'accroît. Désormais, les gardiens de la révolution utilisent des armes automatiques et de douchka une mitrailleuse lourde de calibre 12.7. La répression au Kurdistan iranien est inédite. En effet, cette région du nord-ouest de l'Iran abritant 12 millions d'habitants est depuis longtemps discriminée par Téhéran. De confession sunnite, les kurdes constituent une minorité religieuse face au pouvoir chiite. Depuis le début des manifestations, ce sont au moins 112 civils qui ont trouvé la mort dans les villes de la région comme Boukan,

Javanroud ou Mahabad. De plus, la République islamique a une nouvelle fois procédé, mardi 22 novembre, à des tirs de missiles et des attaques de drones dans le nord de l'Irak, ciblant l'opposition kurde iranienne. Le pouvoir central accuse ces mouvements d'encourager le soulèvement de la population. Ces groupes kurdes comme le parti démocratique du Kurdistan sont qualifiés comme terroristes par l'Iran. Mais pourtant, ces groupes ont quasiment interrompu leurs activités militaires. Maintenant, leurs actions militantes se résument à dénoncer les discriminations de la minorité kurde qui compose 10 millions des 83 millions d'Iraniens.



L'Iran cherche par ses opérations à neutraliser l'opposition kurde et détourner l'attention des multiples manifestations. Les bombardements iraniens interviennent alors que la Turquie a lancé, dimanche, l'opération « Griffe épée », une série de raids aériens contre des positions kurdes dans le nord de l'Irak et de la Syrie.

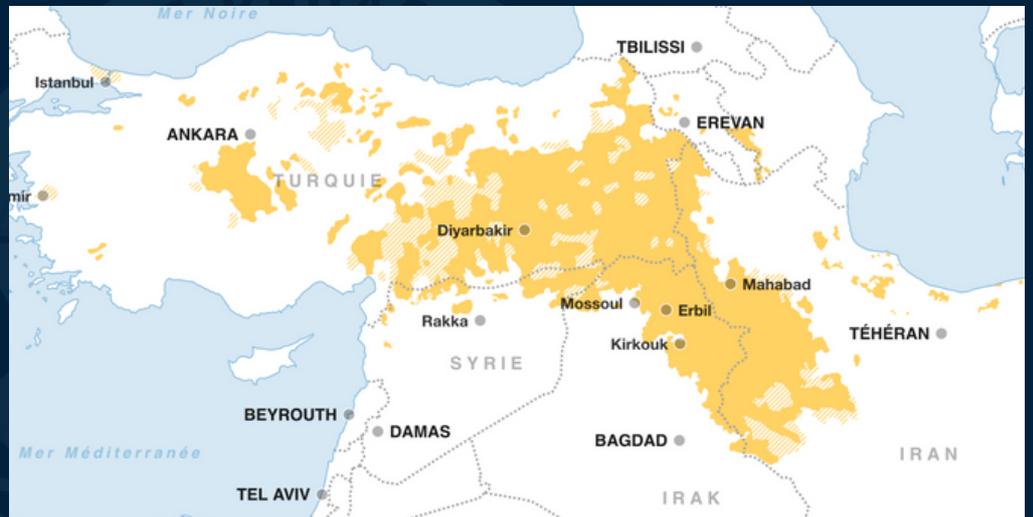
*Alexis TOESCA*

# MOYEN-ORIENT

## OPÉRATION GRIFFE-ÉPÉE : LA TURQUIE BOMBARDE LE NORD-EST DE LA SYRIE

C'était le 13 novembre dernier. Un dimanche paisible sur l'avenue Istiklal à Istanbul, la foule est de sortie. Une explosion retentit, six personnes perdent la vie tandis que 81 personnes sont blessées. Le caractère terroriste de cet incident est fortement soupçonné, même si aucun groupe n'a encore revendiqué cette attaque. Néanmoins, le ministre de l'Intérieur turc Süleyman Soylu accuse dès le lendemain le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'être à l'origine de cet attentat. La principale suspecte, arrêtée dans les jours à venir, aurait admis avoir agi sous les ordres des groupes kurdes YPG, PYD et PKK, selon les autorités turques.

En représailles, le 20 novembre est entamée l'opération Griffes-Épées, soit plusieurs dizaines de frappes aériennes turques au nord de la Syrie contre des positions kurdes, notamment la ville de Kobané. Le lendemain, des tirs de roquettes et de mortiers depuis la Syrie visent la ville turque frontalière de Karkamis en riposte.



Le conflit s'enlise, à tel point qu'un drone turc frappe une base conjointe des forces kurdes et de la coalition internationale antidjihadiste, mardi 22. Durant toute la semaine se poursuivent les raids aériens turcs contre des positions kurdes, épaulés par l'Armée nationale syrienne (groupe rebelle lié à l'Armée syrienne libre), et ceux des forces kurdes soutenus par les Forces armées syriennes (gouvernementales). Plusieurs dizaines de morts sont pour l'instant à déplorer depuis une semaine. Les réactions internationales vont globalement à l'encontre des agissements turcs, que ce soient les Etats-Unis ou la Russie qui craignent une escalade militaire et appellent Ankara à ne pas opérer en dehors du droit international.

Erdoğan a pour sa part réitéré son intention de neutraliser une bonne fois pour toutes les forces kurdes, en menaçant à plusieurs reprises de conduire une offensive terrestre en Syrie. Ces provocations peuvent être interprétées comme une tentative de ralliement d'un électorat nationaliste, à 6 mois des élections présidentielles, ou de détournement de l'attention de la crise économique. Tout compte fait, la question kurde, en tant que véritable outil politique manié par Ankara comme par ses voisins iraniens dans la quête d'asseoir leur national-conservatisme, ne semble pas avoir fini d'être une problématique de premier plan dans la région.

Sacha LE DINH

# MOYEN-ORIENT

## L'IRAK RÉORGANISE SES FORCES SUR SA FRONTIÈRE NORD

Face à une politique agressive de la part de ses voisins notamment la Turquie et l'Iran, Bagdad essaye tant bien que mal de protéger ses frontières.

L'actualité régionale résonne auprès du gouvernement irakien comme la crise de trop. Fragilisé suite aux violences intercommunautaires opposant souverainistes chiites et pro-Iran, le gouvernement fédéral a tout de même annoncé un redéploiement des gardes-frontières aux abords du nord de l'Irak, dans la région autonome du Kurdistan qui est frontalière avec l'Iran et la Turquie.

L'Iran accuse des groupes de mener des attaques sur son territoire en s'infiltrant à partir de son voisin irakien, mais surtout d'encourager les manifestations qui secouent l'Iran depuis la mort le 16 septembre de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini. Ainsi, des tirs de missiles et des frappes de drones kamikazes iraniens ont ciblé le territoire du Kurdistan irakien. Ces frappes suivent de près des bombardements menés dimanche par la Turquie également au Kurdistan irakien contre des bases des rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), accusés pour leur part d'être impliqués dans l'attentat d'Istanbul du 13 novembre.



Actuellement, les zones frontalières du Kurdistan irakien sont tenues par les forces militaires de la région autonome appelée Peshmergas, mais sous la direction du Ministère de la Défense de Bagdad. L'Irak se retrouvant acculé entre deux puissances régionales, le déploiement de nouveaux gardes-frontières est primordial afin de garantir l'intégrité de son territoire .

*Justin ROBERT*

# AFRIQUE

## SOMMET USA - AFRIQUE : IMPLICATION AMÉRICAINE SUR LE CONTINENT

Les 13 et 15 décembre prochains, un sommet États-Unis - Afrique aura lieu à Washington. Cette annonce faite le 29 novembre par le bureau des Affaires africaines du département d'État met en évidence l'implication des États-Unis sur ce continent. Ce sommet se déroule sur trois journées, chacune dédiée à un thème : défense, économie et diplomatie. En plus de la présence du président américain Joe Biden, la présence du secrétaire d'État à la défense, Lloyd Austin, met en avant l'implication de l'administration Biden sur les relations américano-africaines sur les champs de la sécurité et de la défense. Avec 49 chefs d'État africains et 3 dirigeants de l'Union Africaine, le sujet principal de ce sommet sera la promotion de la sécurité et de la paix au sein du continent africain. Lors de l'organisation de ce sommet, l'administration américaine a décidé de ne pas inviter ce qu'elle appelle les "fake state", comme le Sahara occidental dont l'indépendance est revendiquée par le Front Polisario, et les États suspendus au sein de l'Union Africaine comme le Mali et le Burkina Faso en raison des coups d'États militaires survenus récemment.



Dans le cadre de la nouvelle donne géopolitique avec la guerre en Ukraine, les américains souhaitent s'impliquer davantage en Afrique. Depuis quelques années, les influences russes, à travers la société paramilitaire Wagner, et chinoise, à travers la pénétration économique, mettent en concurrence la présence occidentale au sein du continent. Les pays africains souhaitent, comme ce qui a été aperçu lors des votes sur l'Ukraine à l'ONU, mettre en avant leurs intérêts nationaux. De ce fait, les dirigeants africains n'hésitent pas à parlementer avec les acteurs de tous bords afin d'assurer leur approvisionnement, notamment en blé.

Arnaud LECHENE

# AFRIQUE

## PRISE DE POSITION AFFIRMÉE DU PRÉSIDENT MACRON

Présent à Djerba pour le cinquantenaire du sommet de la Francophonie, les 19 et 20 novembre derniers, le chef de l'État a été interrogé sur les multiples contestations visant les rapports économiques de la France avec ses anciennes colonies. Dans la lignée de ses récentes déclarations lors de la Revue Nationale Stratégique, Emmanuel Macron n'a pas hésité à pointer du doigt des « *puissances étrangères voulant bâtir une influence en Afrique* ». Ne se privant également pas de critiquer ouvertement la Russie et son « *projet de prédation* » mis en œuvre à l'aide d'une junte militaire, sans toutefois mentionner le groupe Wagner.



Cette prise de position marquée du président de la République lors d'un tel sommet n'est pas anodine, lui qui a aussi récemment élevé l'influence au rang de fonction stratégique nationale. Le sommet de la Francophonie ayant pour vocation de définir les orientations de la Francophonie dans un cadre stratégique décennal afin d'assurer son rayonnement à l'international. Ces déclarations interviennent également dans un contexte de refonte des relations que la France entretient avec ses partenaires africains, impactées par l'officialisation de l'arrêt de l'Opération Barkhane dans la bande sahélo-saharienne. Reste maintenant à savoir comment elles seront reçues et surtout dans quel sens vont évoluer ces dites relations.

Maxime DUPINET

# AFRIQUE

## EXERCICES COMMUNS ET VISITE DU CEMA : DJIBOUTI COMME PLACE STRATÉGIQUE FRANÇAISE

Considérée comme un des points géostratégiques du globe, la République du Djibouti concentre un nombre important de bases militaires étrangères. Lors de cette collaboration, la France, à travers les éléments terrestres des Forces françaises stationnées à Djibouti, a effectué des exercices mais aussi des patrouilles et des formations avec les militaires djiboutiens du 9 au 17 novembre. Les militaires français ont notamment délivré une formation aux élèves de l'école militaire de Hol-Hol dans le cadre d'une prochaine projection afin d'assurer des opérations de maintien de la paix au sein du continent africain.



Cet exercice eu lieu en même temps que la visite du chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard, afin de renforcer les relations entre les deux pays. A cette occasion, le CEMA a rencontré Ismail Omar Guelleh, président de la République djiboutienne, M. Hassan Omar Mohamed Bourhan, ministre de la Défense et le général de corps d'armée Zakaria Cheick Ibrahim, CEMA de la République de Djibouti.

*Arnaud LECHENE*



## ARRESTATIONS MASSIVES AU KAZAKHSTAN QUELQUES JOURS AVANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le 17 novembre 2022, le Comité de sécurité national (KNB) a annoncé l'arrestation de sept personnes suspectées de préparer un coup d'État depuis les émeutes sanglantes en janvier. Ces émeutes, survenues principalement à cause de la forte hausse des prix du carburant, se sont terminées en affrontements armés entre les manifestants et les forces de l'ordre. Le président Kassym-Jomart Tokaïev n'a pas hésité à ordonner de « tirer pour tuer » et accuser de "coup d'État" certains manifestants, jusqu'à les exiler. Ces émeutes ont coûté la vie à 236 personnes et n'ont fait que consolider le statut autoritaire du pays.

Les suspects seraient coupables d'organiser des sabotages, des émeutes ou de monter la population contre le gouvernement allant jusqu'à « attaquer les bâtiments des forces de l'ordre » à l'aide de « armes et des mélanges incendiaires ». Ils auraient préparé un plan de coup d'État le jour des élections, le 20 novembre, pour proclamer l'opposant en exil Moukhtar Abliazov, président.



Aujourd'hui nous ne savons pas encore s'il s'agit-là d'un véritable coup d'État. Pourtant ces arrestations ont aussi été le moyen de renforcer la popularité du président. Même en ayant versé le sang en janvier, certains, comme Amina Aïtjanova, professeure de 46 ans, estiment que le président Tokaïev a « extrêmement bien géré la situation ». Ainsi la campagne présidentielle s'est déroulée et le président Kassym-Jomart Tokaïev s'est fait réélire ce 20 novembre avec plus de 80% des voix, pour un mandat de sept ans. Son nouveau mandat serait un tournant pour créer un « nouveau Kazakhstan » plus démocratique, respectant les libertés fondamentales. Pourtant ces élections peuvent être nuancées, pour cause, une grande campagne de répression survenue juste avant les élections où « des centaines » (selon Le Monde) de manifestants, supposés opposés au gouvernement, ont été arrêtés. De quoi soulever la valabilité du scrutin.

Rodolphe UGUEN

## ÉMEUTES EN CHINE, RÉPRESSIONS VIOLENTES DU GOUVERNEMENT

Trois ans : c'est la durée depuis laquelle les chinois subissent la politique « zéro covid » du gouvernement. Malgré des prises de décisions fortes et la confiance en son vaccin, Xi-Jinping fait aujourd'hui face à d'immenses émeutes dans tous le pays pour s'opposer à cette politique. Ce week-end du 27 novembre 2022 a mis le feu aux poudres car, suite à la découverte de porteurs du gène covid, le président a annoncé le confinement de pas moins de 6 millions de personnes. Ces manifestations sont un moyen pour beaucoup de réclamer certaines libertés considérées comme fondamentales en Europe mais inexistantes en République populaire de Chine. Ainsi ce mouvement de contestation qui s'appuie sur l'étincelle allumée par la politique zéro covid est beaucoup plus profond qu'il n'y paraît. Certaines vidéos diffusées sur internet montrent une foule réclamant à l'unisson « *l'Etat de droit* », tandis que d'autres font implicitement référence à la liberté de la presse.

La Chine est-elle sur le point de basculer ? Pour le moment pas de changement notable : le gouvernement quadrille les zones de manifestations avec la police notamment sur Pékin et Shangai, tandis que les forces de l'ordre ont aussi aménagé des palissades pour encadrer les manifestants. Les manifestants trop virulents ont été arrêtés. L'organe majeur de sécurité chinois a annoncé une « répression » à l'encontre des « *forces hostiles* » ce qui a alerté les manifestants. Par ailleurs la Chine entend aussi renforcer ses vaccinations chez les populations âgées qui sont encore trop peu vaccinées selon les sondages.



De leur côté les États-Unis et l'Europe, qui débattent depuis de longues années avec la Chine sur les droits de l'Homme, profitent de l'occasion pour étayer leur thèse. Le président du conseil européen Charles Michel s'est rendu ce mardi soir en Chine pour discuter avec le gouvernement « *des libertés fondamentales* » tout en aspirant à un « *dialogue franc* ». Les États-Unis ont, quant à eux, pris position par le biais d'un représentant du gouvernement : « *cela fait longtemps que nous disons que tout le monde a le droit de manifester pacifiquement, ici aux États-Unis et partout dans le monde* ». Ces manifestations viennent en effet parfaitement étayer leur position sur l'Etat de droit, et fragilisent beaucoup leur plus grand rival : la Chine.

Rodolphe UGUEN

## CORÉE DU NORD : LA PROMESSE TERRIFIANTE DE KIM JONG-UN

Le leader nord-coréen a dernièrement tenu des propos qui ont effrayé l'ensemble de la planète. En effet, la Corée du Nord possédant déjà l'arme nucléaire, Kim Jong-un entend posséder « *la plus puissante force stratégique du monde* ». Des mots qui ne rassurent pas les puissances occidentales telles que le Japon ou les Etats-Unis, alors en alliance pour lutter contre le régime nord-coréen. Lors de cette même journée, Kim Jong-un a récompensé de nombreux militaires et scientifiques impliqués dans la conception de ce que l'on appelle désormais le « *missile monstre* », Hwasong-17. Ce missile serait capable d'atteindre le territoire continental des Etats-Unis. De quoi faire trembler davantage Joe Biden et ses collaborateurs. Ce missile balistique intercontinental (ICBM) testé le 18 novembre et terminant sa course dans les eaux au large du

Japon constitue « *un magnifique bond en avant vers le développement de la technologie pour monter des ogives nucléaires sur des missiles balistiques* », s'est enthousiasmé le dirigeant. Le dirigeant a également rappelé que le développement d'une telle force nucléaire avait pour but de « *protéger de manière fiable la dignité et la souveraineté de l'Etat et du peuple* ». Mais pendant que le monde se tourne vers les projets nucléaires de Kim Jong-un, une autre question reste en suspens, celle de la succession au siège de leader. En effet, le leader s'est de nouveau affiché au côté de sa fille prénommée Ju Ae. L'apparition de l'adolescente relancerait alors les spéculations sur une future transmission du pouvoir dynastique de la part de Kim Jong-un. Entre promesses de domination mondiale et spéculation, la Corée du Nord n'en finit plus de faire parler d'elle.

Charly HURIER



# AMÉRIQUES

## AU CANADA, UNE STRATÉGIE DE RENFORCEMENT MILITAIRE DANS L'INDO-PACIFIQUE

Le 18 novembre 2022, la ministre canadienne de la Défense, Anita Anand, a fait l'annonce d'un renforcement militaire canadien dans la région Indo-Pacifique. Annoncé comme une augmentation « *de notre présence militaire et nous allons renforcer nos relations en matière de défense et de sécurité avec nos partenaires et alliés* », ce déploiement viendra renforcer les forces militaires canadiennes déjà présentes dans la région. La ministre a également ajouté que ce renforcement s'accompagnerait de l'ajout de nouveaux experts afin d'analyser les répercussions régionales des politiques chinoises dans ses ambassades.

De plus, le Canada a augmenté le nombre d'exercices militaires effectués avec ses alliés dans la région. Deux opérations marines sont notables : Op PROJECTION et NEON, qui maintiennent une présence quasi permanente sur les eaux de l'Indo-Pacifique. L'opération NEON a d'ailleurs été prolongée par le gouvernement jusqu'à avril 2023. Avec pour objectif premier d'améliorer la sécurité de ses alliés japonais et sud-coréen contre les menaces exercées par la Chine et la Corée du Nord, cette mission vient s'inscrire dans l'actualité d'une région plus qu'instable.



En effet, la Chine conquérante de Xi Jinping est devenue la plus grande source d'inquiétudes de la zone Indopacifique tandis que Pyongyang effectua, le 18 novembre, le lancement d'un missile balistique intercontinental (ICBM). Bien que cet alignement indopacifique semble nécessaire du fait de l'actualité régionale, le coût de l'opération ne laisse pas indifférents beaucoup de Canadiens, pour qui un renforcement militaire de plusieurs milliards de dollars ne serait pas la priorité. Le Premier ministre Justin Trudeau a répondu à ses critiques par l'annonce de nouveaux investissements dans le secteur de la Défense.

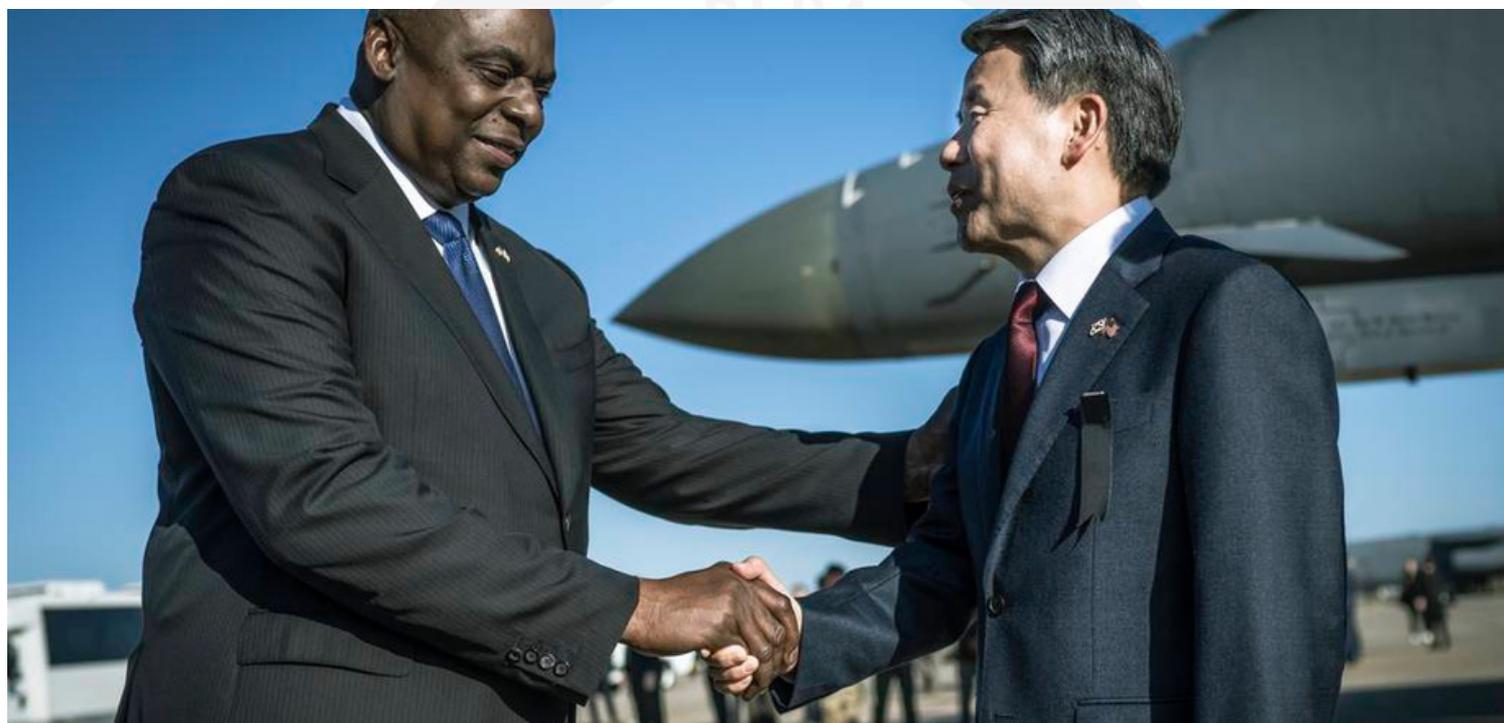
Ce renforcement militaire des forces canadiennes, soutenu par ses alliés, n'est pas récent. Quelque part forcé par la pression exercée par les autres puissances, le Canada s'est lancé dans une stratégie très attendue pour la communauté internationale. Permettant au Canada d'approfondir ses relations diplomatiques et d'accroître son influence dans la région, cette stratégie annonce un retour canadien sur la scène militaire internationale. Rejoignant la course à l'armement accentuée par les vives tensions régionales, la stratégie canadienne longuement attendue semble amorcer son grand lancement.

*Elina QUILLET*

# AMÉRIQUES

## CORÉE DU NORD, CORÉE DU SUD, JAPON : LE "GAME OF THRONES" AMÉRICAIN EN ASIE-PACIFIQUE

En réponse au lancement d'un missile balistique intercontinental nord-coréen du 18 novembre, les États-Unis ont annoncé vouloir intensifier leurs alliances militaires avec le Japon et la Corée du Sud afin de freiner les ambitions menaçantes de Pyongyang. Récemment, de nouveaux essais de missiles Interceptor ont été effectués par Séoul et Tokyo tandis que Washington positionnait sa première unité de son programme militaire spatiale, Space Force, dans la région indopacifique. Cette décision intervient un mois après que les trois pays aient officialisé leur désirs de « *coopération et coordination bilatérales et multilatérales efficaces en matière de sécurité* ».



Pour faire face aux défis croissants de la région et renforcer ses défenses antimissiles balistiques, la force maritime d'autodéfense (FMAD) du Japon a effectué une série de tests au large d'Hawaï la semaine dernière. Les essais réussis, effectués à partir des deux destroyers de classe Maya de la FMAD en partenariat avec l'agence américaine de défense antimissile, ont marqué la première fois qu'un navire de guerre japonais a tiré un SM-3 Block IIA, une arme avancée développée conjointement par les États-Unis et le Japon. Cette nouvelle montée des tensions est aussi le moyen pour les États-Unis de légitimer le renforcement de leur présence dans la région. Lundi 21 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU, s'est réuni à New York sur demande de Washington, qui a utilisé cette tribune pour dénoncer Pékin et Moscou tout en proposant de nouvelles mesures restrictives pour isoler la Corée du Nord. Après la rencontre, les 15 membres du conseil ont tous officiellement condamné le dernier tir de missile, qualifiant les actes de Pyongyang comme une « *menace sans équivoque pour la paix et la sécurité internationales* ».

Bertille RASCHKE

# AMÉRIQUES

## POLITIQUE D'AIDE DES USA ENVERS L'UKRAINE : CONTINUITÉS ET RISQUES POUR L'ANNÉE À VENIR

Le 15 novembre 2022, la Maison Blanche a formulé une demande au Congrès d'un nouveau pack d'aides à l'Ukraine d'une valeur de 37.7 milliards de dollars US, pour l'année fiscale actuelle. Néanmoins, avec la victoire des Républicains à la chambre des représentants, l'administration actuelle risque de ne pas pouvoir continuer sa politique d'aide dans sa forme actuelle.

Ce budget supplémentaire serait découpé en plusieurs projets. En premier lieu, 21.7 milliards de dollars seraient alloués à l'achat d'équipements pour l'Ukraine, ainsi qu'au soutien au renseignement. La seconde plus grosse dépense de ce pack serait le soutien financier direct à l'État ukrainien, à hauteur de 14 milliards de dollars. Le reste de ce pack consiste en diverses aides liées à l'énergie et à la crise humanitaire que subit le « grenier à blé de l'Europe ».

Pour revenir sur les aides militaires, l'administration Biden a aussi demandé au Congrès en parallèle l'autorisation de transférer de l'équipement des forces armées états-uniennes aux forces ukrainiennes, équivalant à environ 7 milliards de dollars. Cette aide supplémentaire est la quatrième que l'administration Biden demande depuis février.



Son acceptation porterait l'aide des Etats-Unis à environ 104 milliards de dollars, le tout en moins d'un an. En guise de comparaison, c'est un peu moins du double du budget militaire français qui s'élevait alors à 52 milliards de dollars US.

Ainsi les États-Unis continuent dans leur politique d'aides massives à l'Ukraine, en concordance avec la ligne du DNC (Democratic National Committee). Si l'exécutif peut toujours profiter d'un Congrès favorable, la récente victoire en demi-teinte du Parti Républicain aux élections de mi-mandat risque de changer la donne pour la législature suivante. La future majorité Républicaine prendra ses fonctions le 3 janvier : à partir de cette date le principe de politique partisane ainsi que les sentiments russophiles d'une part du GOP (Grand Old Party) risquent de rendre plus difficile un potentiel cinquième pack d'aides. Si le parti Démocrate tient à continuer dans sa politique d'aides actuelles l'année prochaine, il lui sera nécessaire de travailler avec la frange Républicaine souhaitant soutenir le gouvernement Zelensky.

*Paul LALOUX*

# AÉROSPACE

## NOUVELLES NACELLES OPTIQUES POUR LE RAFALE

La commande de 21 nouvelles nacelles (*pod* en anglais) optroniques à l'entreprise Thales a été confirmée par la DGA en mai 2022. Celle-ci porterait leur nombre à 67 à l'horizon 2025, dans le cadre de la dernière loi de programmation militaire. En effet, le système TALIOS (Targeting Long-Range Identification Optronic System) est déjà utilisé dans la marine (depuis 2020) et dans l'armée de l'air (baptême du feu en janvier 2021 face à l'État Islamique dans des frappes menées par des Rafales 3R).



Le développement du système TALIOS s'inscrit dans un environnement de conflit où l'interconnexion et la complexité croissent sans cesse. Cette nacelle devrait permettre une identification et un suivi poussé des cibles, tout en offrant aux pilotes une cartographie 3D de leur environnement grâce au nouveau mode de « vision permanente ». Thales prévoit d'encore améliorer ses capacités de détection à l'aide d'intelligences artificielles. TALIOS se place comme le successeur du système DAMOCLES, spécialisé dans la désignation d'objectif, utilisé sur de multiples appareils (Rafales, Typhoon, Su-30...) aux quatre coins du globe.



Pour le moment, seule une trentaine de nacelles a été livrée à la DGA. Mais on note déjà une évolution dans ces dernières. En effet, la 31e reçue le 3 novembre dispose de nouvelles capacités. On peut notamment noter des capacités "haute-définition" de l'image, ainsi qu'un système de colorisation. Cependant, l'ajout principal est une « nouvelle liaison de données intégrée qui permet d'émettre vers des troupes au sol une vidéo ainsi que des métadonnées afin d'améliorer la coordination des opérations ». L'objectif est de favoriser l'interconnexion des forces engagées (terrestres et aériennes) et d'éviter les tirs fratricides.

Bastien POULIQUEN

# AÉROSPACE

## UN NOUVEAU DÉPART VERS LA LUNE POUR LA NASA : DÉCOLLAGE RÉUSSI POUR LA FUSÉE ARTÉMIS 1

Après des mois d'attente et de suspense, c'est mercredi 16 novembre que l'agence spatiale américaine a lancé sa fusée Artémis 1. Après deux tentatives qui se sont soldées en échec et des lancements repoussés, la NASA va pouvoir de nouveau fouler le sol lunaire. En effet, la fusée Artémis a pu partir à 1h50 du matin, heure locale, plus tardivement que prévu à cause d'une fuite de carburant dans la nuit. Pour cause, le lancement de cette toute nouvelle fusée n'a pas été de tout repos pour l'agence américaine. Suite à des problèmes techniques et notamment des fuites de carburant, la mission fut annulée à deux reprises cet été et repoussée à la date du 16 novembre en raison du passage de la tempête Nicole sur la côte est étatsunienne.



Ce décollage réussi est d'autant plus important car il s'agit de la fusée la plus puissante jamais construite. Elle est constituée de la capsule Orion qui est pour l'instant inhabitée, propulsée par le Space Launch System (SLS). Le SLS est un lanceur super lourd développé par la NASA depuis 2011, venant ainsi remplacer le Saturn V du programme Apollo. Ainsi, cinquante ans après la dernière mission du même nom, ce décollage symbolise le retour de la toute puissance américaine dans le théâtre de la conquête spatiale. Néanmoins ce premier lancement n'est encore qu'un test, la fusée inhabitée doit faire le tour de notre satellite et revenir sur Terre, elle ne se posera pas sur la Lune. Le but est de s'assurer du transport en toute sécurité des astronautes lors de prochaines missions. Il faudra donc attendre l'année 2025 pour voir des astronautes poser le pied sur l'astre. A terme, la NASA souhaite établir la construction d'un poste fixe sur la Lune ainsi qu'une station spatiale orbitale autour de celle-ci afin d'y accéder plus facilement et *in fine* pouvoir y développer une présence humaine permanente. En visant loin, cette conquête de la Lune serait un premier pas vers une exploration martienne de surface.



A savoir, le nom donné au nouveau programme spatial lunaire ne fut pas choisi au hasard. Pour cause, Artémis nom de la déesse grecque dans la mythologie, est la sœur jumelle d'Apollon, faisant explicitement référence à l'historique programme spatial Apollo.

Margaux REYNAUD

# ARMEMENT

## SCAF : UN ACCORD TOUJOURS EN SUSPENS

Le système de combat aérien du futur fait partie des atouts dans le renforcement européen en matière de défense et sécurité. En effet, ce projet a été lancé en 2017 par Angela Merkel et Emmanuel Macron dans l'idée d'un élargissement avec d'autres partenaires. L'Espagne, qui n'était qu'observatrice car elle réfléchissait à la possibilité de remplacer ses avions de chasse, a décidé de se joindre au projet en 2018.

Peu de temps après un accord est trouvé sur le choix du leader : c'est bien la France qui sera à la manœuvre principale dans ce projet. Le chasseur de nouvelle génération sera dirigé par l'entreprise Dassault Aviation et Airbus Defense and Space, dont l'objectif à l'horizon 2040 est de remplacer le Rafale, les Eurofighters Typhoon de l'Allemagne et les F-18 Hornet de l'Espagne. Ses caractéristiques sont donc multi-rôles, il aura une fonction d'attaque ou bien d'observation en adaptant la furtivité. Son système découle d'une connexion via un cloud de combat entouré de drones accompagnateurs.



Début 2020, le projet est divisé en plusieurs phases. La phase 1A prévoit une organisation en 7 piliers étendus sur 18 mois comme par exemple le Next Generation Fighter avec Dassault en maître d'œuvre ou la conception des moteurs par Safran. Là où ça bloque, c'est dans la phase 1B : des désaccords sont présents entre Dassault et Airbus sur la question de l'étendue du projet en termes d'efforts technologiques et financiers. La première ministre Élisabeth Borne a annoncé le 25 novembre à Berlin qu'« un accord a été trouvé entre nos industriels, cela suppose une validation des États et je pense que c'est en cours ». Dassault quant à lui a démenti et serait toujours en négociation sur le partage des tâches de la phase 1B avec les décisions allemande et espagnole d'Airbus Defense and Space. Reste à voir s'ils vont réussir à respecter leur délai et si ainsi la première démonstration prévue en 2027 aura bien lieu.

Loris CORNULAUT

# SOURCES

## • EUROPE

### ○ **Nouveau rebondissement dans le projet SCAF**

- "M. Lecornu sur le SCAF : « La coopération n'est pas le besoin de l'avion »" — Opex360. Laurent Lagneau. 12 octobre 2022.
- "Avion de chasse du futur : le vrai-faux accord franco-allemand" — Challenges. Vincent Lamigeon. 19 novembre 2022.
- "SCAF : Eric Trappier (Dassault) relativise l'accord européen" — BFM-TV. Olivier Chicheportiche. 21 novembre 2022.

### ○ **Parachutage de commandos marine sur le Charles-de-Gaulle**

- Des commandos Marine ont été parachutés par un Atlantique 2 sur le porte-avions Charles de Gaulle — Opex360. Laurent Lagneau. 27 novembre 2022.
- Atlantique 2 : en cas de prêt à l'Allemagne, les 22 avions seront rénovés — Mer et Marine. Vincent Groizeleau. 18 mars 2021.

### ○ **La Pologne se dote de nouveaux navires de renseignement**

- La Pologne commande deux navires de renseignement au groupe suédois Saab — Opex360. Laurent Lagneau. 25 novembre 2022.
- La Pologne commande deux navires espions au suédois Saab — Le Figaro. 25 novembre 2022.

## • MOYEN-ORIENT

### ○ **l'Irak réorganise ses forces sur sa frontière nord**

- " Bagdad veut redéployer ses forces aux frontières iranienne et turque " — *L'Orient-Le Jour*, 25 novembre 2022
- " Kurdistan d'Irak : Bagdad veut redéployer ses forces aux frontières iranienne et turque " — *Arabnews*, 24 novembre 2022
- " L'Iran justifie auprès de l'ONU ses frappes visant des groupes kurdes en Irak " — *i24News*, 24 novembre 2022

### ○ **Téhéran intensifie sa répression dans les régions kurdes et bombarde le Kurdistan Irakien**

- "En Iran, les régions Kurdes soumises à une répression inédite par Ghazal Golshiri"— *Le Monde*, 25 novembre 2022
- "L'Iran justifie auprès de l'ONU ses frappes visant le kurdistan Irakien"— *AFP*, 24 novembre 2022
- "Pourquoi Téhéran bombarde le kurdistan Irakien"— *20 Minutes*, 23 novembre 2022

### ○ **Opération Griffes-épées : La Turquie bombarde le nord-est de la Syrie**

- "La répression contre les Kurdes s'intensifie"— *Courier International*, 23 novembre 2022
- "La Turquie mène l'opération «Griffes épées» contre les Kurdes dans le nord de l'Irak et de la Syrie" — *RFI*, 20 novembre 2022
- "Après des frappes aériennes en Syrie et Irak, la Turquie envisage une opération terrestre" — *France 24*, 21 novembre 2022
- "Frappes de la Turquie contre les Kurdes : « Erdogan n'a l'aval ni des Russes ni des Américains " — *Le Monde*, 25 novembre 2022

# SOURCES

## • AFRIQUE

### ○ **Sommet USA - Afrique : implication américaine sur le continent**

- "La paix et la sécurité au coeur du sommet USA - Afrique en décembre prochain" POLITICO. Rédaction Kinshasa. 30 novembre 2022.
- "Sommet USA-Afrique. No seat for the fake state", l'Observateur, Hakim Arif, 21 novembre 2022
- "Un sommet africain en cache un autre", Maghreb Online. 23 novembre 2022.

### ○ **Prise de position affirmée du Président Macron**

- "Emmanuel Macron dénonce le « projet de prédation » russe à l'œuvre en Afrique", Le Monde, 21 novembre 2022
- "Macron accuse des "puissances étrangères", dont la Russie, de développer un discours anti-français" , AA.com, Feiza Ben Mohamed, 21 novembre 2022
- "Macron accuse la Russie d'un "projet de prédation" en Afrique", Les Echos investir, Reuters, 20 novembre 2022

### ○ **Exercices communs et visite du CEMA : Djibouti comme place stratégique française**

- "Visite officielle du CEMA à Djibouti", ministère des Armées, 18 novembre 2022"La paix et la sécurité au coeur du sommet USA - Afrique en décembre prochain" POLITICO. Rédaction Kinshasa. 30 novembre 2022.
- "FFDj - Patrouille franco-djiboutienne, entraînements et actions conjointes", ministère des Armées, 29 novembre 2022

## • ASIE

### ○ **Arrestations massives au Kazakhstan quelques jours avant les présidentielles**

- L'Express, Au Kazakhstan, le président sortant Tokaïev donné largement gagnant.
- Le Figaro, Sept personnes arrêtées, accusées de préparer un coup d'Etat
- France24, Le Kazakhstan "déjoue" un coup d'Etat" avant la présidentielle, sept suspects arrêtés

### ○ **Emeutes en Chine, répression violente du PCC**

- 20 Minute, Manifestations en Chine "zéro covid", censure... Retour sur le mouvement de colère qui gagne la population.
- l'Express, Chine appel à la "répression" après les manifestations.
- Le Point, Chine, le principal organe de sécurité pour la "répression" des manifestations

### ○ **Corée du Nord : La promesse terrifiante de Kim Jong-un**

- Cnews, Corée du Nord : Kim Jung un promet de doter son pays de la plus puissante force nucléaire du monde
- Huffpost, En Corée du nord, Kim Jung-Un fait une promesse qui fait trembler le monde entier
- Midi Libre, La Corée du nord veut faire de son monstrueux missile Hwasong-17 l'arme la plus puissante du monde

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ○ **Au Canada, une stratégie de renforcement militaire dans l'Indo-Pacifique**

- M. Godbout « L'Indo-Pacifique et le grand rattrapage d'Ottawa », Radio Canada, 29 janvier 2022
- AFP. Le Canada veut «accroître son influence» face à la Chine dans le Pacifique, Le Figaro, 9 novembre 2022
- M. Fortier, M. Munier. Vers une stratégie canadienne en Indopacifique : Que retenir des exemples américains et européens ?, Réseau d'Analyse Stratégique, 25 février 2022
- La Presse canadienne. L'armée canadienne sera plus présente dans l'Indo-Pacifique, Le Devoir, 18 novembre 2022

### ○ **Corée du Nord, Corée du Sud, Japon : le "Game of thrones" américain en Asie-pacifique**

- B. McGrath. « US continues to inflame tensions on Korean Peninsula » WSWS, 22 novembre 2022
- AFP. Le Canada veut «accroître son influence» face à la Chine dans le Pacifique, Le Figaro, 9 novembre 2022
- G. Dominguez. « U.S., Japan and South Korea step up bid to counter Pyongyang's missile threats ». Japan Times, 24 novembre 2022
- Jong Sup Lee. "South Korea's defense minister lays out four results from trip to US", DefenseNews, 14 novembre 2022

### ○ **Politique d'aide des USA envers l'Ukraine : continuités et risques pour l'année à venir**

- Bryant Harris, "White House request \$38 billion in Ukraine aid" , DefenseNews, 15 novembre 2022
- "House Midterm Elections 2022: GOP takes House", NBC News, 28 novembre 2022

## • AÉROSPACE

### ○ **Nouvelles nacelles optiques pour le rafale**

- "L'armée de l'Air et de l'Espace a reçu une nacelle optronique TALIOS optimisée pour le Rafale F4.2" Opex 360. Laurent Lagneau. 17 novembre 2022.
- "Nouvelle commande de 21 nacelles Talios" Ministère des Armées. DGA. 5 mai 2022.
- "La DGA commande 21 nacelles optroniques TALIOS supplémentaires au profit des armées françaises" Thalès. 6 mai 2022.

### ○ **Un nouveau départ vers la lune pour la NASA : décollage réussie pour la fusée Artémis 1**

- Video, Mission Artemis I : la fusée de la Nasa pour la Lune a décollé avec succès
- Artemis I : comment revoir le lancement de l'énorme fusée de la Nasa vers la Lune, numerama – Nelly Lesage
- Artemis I : à quoi sert la première mission autour de la lune, pressecitron – Tristan Carballeda

## • ARMEMENT

### ○ **SCAF : un accord toujours en suspens**

- Future Combat Air System (FCAS) | Airbus
- "Borne annonce un accord sur le SCAF, Dassault dément", Reuters, Sophie Louet, 25 novembre 2022
- "Toujours pas d'accord signé entre Dassault et Airbus sur le SCAF", (journal-aviation.com), 28 novembre 2022



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

